

Unité départementale des Bouches-du-Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 Marseille

Marseille, le 14/06/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/06/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

FRANCE POLYMERES S.A.S.

Avenue de Villevieille n°2
ZI ROUSSET
13790 Rousset

Références : D-0894-MRS-2024
Code AIOT : 0006401359

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/06/2024 dans l'établissement FRANCE POLYMERES S.A.S. implanté Avenue de Villevieille n°2 ZI ROUSSET 13790 Rousset. L'inspection a été annoncée le 15/05/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite est réalisée dans le cadre du suivi de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 12 janvier 2024 afin de vérifier la mise en oeuvre des dispositions visées. L'inspection porte également sur des thématiques complémentaires, notamment le suivi des installations de protection contre la foudre, des installations électriques et du contrôle du bruit.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FRANCE POLYMERES S.A.S.
- Avenue de Villevieille n°2 ZI ROUSSET 13790 Rousset
- Code AIOT : 0006401359
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site concerne une installation de collecte de déchets plastiques, lesquels sont broyés en vue d'une réutilisation dans les filières adaptées en fonction de leur nature.

Le site est autorisé par arrêté préfectoral du 17 mars 1995 modifié le 21 juin 2011.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure du 12 janvier 2024

Thèmes de l'inspection :

- Bruits et vibrations
- Eau de surface
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
11	Foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 20	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
12	Foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
13	Emissions acoustiques	Arrêté Ministériel du 23/01/1997, article 3	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
14	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	AP Complémentaire du 20/06/2012, article 1	Sans objet
2	Mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 12/01/2024, article 1	Sans objet
3	Mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 12/01/2024, article 2	Sans objet
4	Mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 12/01/2024, article 3	Sans objet
5	Mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 12/01/2024, article 4	Sans objet
6	Gestion des eaux	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I>3.2	Sans objet
7	Gestion des eaux	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I>3.3	Sans objet
8	exploitation	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I>2.4.5	Sans objet
9	Foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18	Sans objet
10	Foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite de l'installation permet de vérifier le respect des dispositions mentionnées dans l'arrêté de mise en demeure du 12 janvier 2024. Quelques demandes de compléments ont été formulées concernant les thématiques couvrant la foudre, les installations électriques pour lesquelles un délai d'un mois est proposé pour la réponse et sur le bruit pour lequel un délai de 2 mois est proposé pour la réponse.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/06/2012, article 1
Thème(s) : Situation administrative, classement ICPE actualisé
Prescription contrôlée : Le site relève des rubriques ICPE suivantes : <ul style="list-style-type: none">- 2791 autorisation 10 t/j traitement (broyage) de matières plastiques- 2714 autorisation volume de transit de matières plastiques 5000 m³- 2662 Enregistrement volume de stockage de matières plastiques 5000 m³
Constats : L'exploitant dispose d'un suivi par un tableau permettant de comptabiliser par agent le volume des déchets broyés par jour.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Mise en demeure

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 12/01/2024, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : <ul style="list-style-type: none">- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;- de plans des bâtiments et aires de gestion des produits ou déchets facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque bâtiment et aire ;- d'extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits ou déchets gérés dans l'installation.- d'une réserve de sable meuble et sec ou matériaux assimilés présentant les mêmes caractéristiques de lutte contre le feu comme la terre en quantité adaptée au risque, ainsi que des pelles. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux règles en vigueur. Ces vérifications font l'objet d'un rapport annuel de contrôle.
Constats : Suite aux constats dressés dans l'arrêté de mise en demeure du 12 janvier 2024, l'exploitant a présenté les différents bacs à sable déployés au sein de ses installations. Ce point de la mise en

demeure est désormais régularisé.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Mise en demeure

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 12/01/2024, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Entreposage des déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les aires de réception, de transit, regroupement, de tri et de préparation en vue de la réutilisation des déchets doivent être distinctes et clairement repérées. Les zones d'entreposage sont distinguées en fonction du type de déchet, de l'opération réalisée (tri effectué ou non par exemple) et du débouché si pertinent (préparé en vue de la réutilisation, combustible, amendement, recyclage par exemple). L'exploitant dispose de moyens nécessaires pour évaluer le volume de ses stocks (bornes, piges, etc.). La hauteur des déchets entreposés n'excède pas 3 mètres si le dépôt est à moins de 100 mètres d'un bâtiment à usage d'habitation. Dans tous les cas, la hauteur n'excède pas six mètres. Pour la rubrique n° 2711, les bouteilles de gaz liquéfié équipant des équipements tels que cuisinières ou radiateurs sont retirées avant qu'ils ne soient introduits dans un endroit non ouvert en permanence sur l'extérieur. Les zones d'entreposage et de manipulation des produits ou déchets sont couvertes lorsque l'absence de couverture est susceptible de provoquer :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la dégradation des produits ou déchets gérés sur l'installation, rendant plus difficile leur utilisation, valorisation ou élimination appropriée, par exemple via l'infiltration d'eau dans la laine de verre et les mousses des déchets d'équipements électriques et électroniques ; - l'entraînement de substances polluantes telles que des huiles par les eaux de pluie. <p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté un fichier de suivi des entrées de déchets journaliers. La visite du site a permis de voir le positionnement des stocks de déchets en extérieur. L'inspection n'a pas évalué les hauteurs de stockage qui semblent être conformes. Néanmoins, un point d'attention est porté pour certaines hauteurs de stockage qui pourraient être proches des limites. L'inspection considère que ce point de la mise en demeure est satisfait.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Mise en demeure

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 12/01/2024, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, stockage extérieur
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le stockage extérieur des produits plastiques sera situé à plus de 20 m du bâtiment de stockage interne.</p> <p>Constats :</p> <p>La visite des zones de stockage extérieures a montré que les distances des stocks avec le bâtiment respecte la distance de 20 m réglementaire. Ce point de la mise en demeure est satisfait.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Mise en demeure

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 12/01/2024, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification périodique des débits
Prescription contrôlée :

Il sera installé sur le site 3 poteaux incendie normalisés S 61-213 débitant simultanément au minimum 3000 litres par minute (180 m3/h) et placés à moins de 200 m du bâtiment le plus éloigné
Constats : L'exploitant a présenté son dernier rapport de mesure en simultané du fonctionnement des poteaux incendie qui vérifient les valeurs actuellement normalisées NF S 62 200 (pour un DN 100, 60 m3/h à 1 b et pour DN 150, 120 m3/h à 1b) et des dispositions de l'article 9 de l'AM du 6 juin 2018. Ce point de la mise en demeure est satisfait.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Gestion des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I>3.2
Thème(s) : Risques chroniques, entretien des réseaux
Prescription contrôlée : Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter. L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité. Par ailleurs, un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bac de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de produits non compatibles avec la potabilité de l'eau dans les réseaux d'eau publique ou dans les nappes souterraines. Le bon fonctionnement de ces équipements fait l'objet de vérifications au moins annuelles.
Constats : L'exploitant précise que les besoins en eau ne concernent que les usages sanitaires via le réseau d'AEP de la commune, et pour la défense incendie le réseau de la SCP. Il n'y a pas d'eau utilisée pour les usages industriels de l'activité. Un système de disconnexion n'est pas nécessaire dans ce cas. La consommation annuelle d'eau du site représente pour le volet sanitaire environ 140 m3.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Gestion des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I>3.3
Thème(s) : Risques chroniques, rejets
Prescription contrôlée : Les effluents rejetés sont exempts : — de matières flottantes ; — de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes ; — de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.
Constats : Le site ne génère pas d'effluents industriels. Les eaux pluviales de ruissellement des zones de stockage sont collectées et dirigées vers un système de débourbeur-déshuileur situé à proximité du portail d'entrée des camions. La visite du site a montré l'absence de déchets pouvant entraver la collecte et la récupération des

eaux.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I>2.4.5
Thème(s) : Risques chroniques, Consignes d'exploitation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes indiquent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> — l'interdiction de fumer ; — l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ; — l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque à proximité du stockage ; — l'obligation du permis d'intervention ou permis de feu évoquée au point précédent ; — les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ; — les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, ventilation, climatisation, chauffage, fermeture des portes coupe-feu, obturation des écoulements d'égouts notamment) ; — les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ; — les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues au point 2. 2. 16 ; — les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ; — la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours ; — l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique qu'il a mis en place des consignes portant sur l'interdiction de fumer, les restrictions applicables au sein de l'installation, la mise à dispositions de fiches de sécurité pour le personnel. La visite du site a permis de vérifier l'affichage de certaines de ces consignes et la tenue de l'installation n'a pas donné lieu à des observations le jour de la visite.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18
Thème(s) : Risques accidentels, ARF
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée.</p> <p>L'analyse des risques foudre est basée sur une évaluation des risques et a pour objet d'évaluer le risque lié à l'impact de la foudre. Elle définit les niveaux de protection nécessaires aux installations. L'analyse des risques foudre est basée sur une évaluation des risques et a pour objet d'évaluer le risque lié à l'impact de la foudre. Elle définit les niveaux de protection nécessaires aux installations.</p> <p>La réalisation de l'analyse conformément à la norme NF EN 62305-2 dans sa version en vigueur à la date de réalisation, permet de répondre à ces exigences. Pour les analyses réalisées avant le 1er septembre 2022, la réalisation conformément à la norme NF EN 62305-2, version de novembre 2006 permet également de répondre à ces exigences.</p>

<p>Cette analyse est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications substantielles au sens de l' article R. 181-46 du code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'ARF.</p>
<p>Constats : L'exploitant a présenté le rapport ARF et l'ETE réalisés en juillet 2017 par le prestataire BCM Foudre concernant la mise en place d'un dispositif de protection contre la foudre. L'organisme qui a procédé à la réalisation de ces documents dispose des qualifications QUALIFoudre et selon la norme NF EN 62305-2 réglementaires.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : Foudre

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, ETE</p>
<p>Prescription contrôlée : En fonction des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance. Une notice de vérification et de maintenance est rédigée lors de l'étude technique puis complétée, si besoin, après la réalisation des dispositifs de protection. Un carnet de bord est tenu par l'exploitant. Les chapitres qui y figurent sont rédigés lors de l'étude technique. Les systèmes de protection contre la foudre prévus dans l'étude technique sont conformes aux normes françaises ou à toute norme équivalente en vigueur dans un Etat membre de l'Union européenne.</p>
<p>Constats : De façon analogue au point précédent, le document présenté réalisé en 2017 contient l'ETE qui prévoit l'implantation de 3 systèmes parafoudre pour la protection des installations.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 11 : Foudre

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 20</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, installation</p>
<p>Prescription contrôlée : L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique, au plus tard deux ans après l'élaboration de l'analyse du risque foudre, à l'exception des installations à autorisation au titre d'une rubrique des séries 1000, 2000 ou 4000 autorisées à partir du 24 août 2008 et des installations à autorisation au titre d'une rubrique de la série des 3000 dont le dépôt complet de la demande d'autorisation est postérieur au 1er septembre 2022, et non soumises à ces dispositions par ailleurs à la date du 31 août 2022 , pour lesquelles ces mesures et dispositifs sont mis en œuvre avant le début de l'exploitation. Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique.</p>
<p>Constats : Les travaux portant sur l'installation des équipements de protection contre la foudre ont été réalisés et positionnés conformément à l'ETE. Il est demandé à l'exploitant de préciser quelle est</p>

la société qui a réalisé les travaux.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 12 : Foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, vérification
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.</p> <p>Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.</p> <p>L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.</p> <p>Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance.</p> <p>Les vérifications ont notamment pour objet de s'assurer que le système de protection contre la foudre est conforme aux exigences de l'étude technique et que tous les composants du système de protection contre la foudre sont en bon état et capables d'assurer les fonctions pour lesquelles ils ont été conçus.</p> <p>La réalisation des vérifications conformément aux normes NF EN 62305-3, NF EN 62305-4 ou NF C 17-102 permet de répondre à ces exigences.</p> <p>Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois après un impact de foudre, par un organisme compétent. Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois après la vérification.</p> <p>Constats :</p> <p>Les opérations de vérification des installations sont réalisées par le même prestataire qui a réalisé l'ARF et l'ETE. Les vérifications sont suivies conformément aux périodicités réglementaires. Le contrôle des installations sur site montre l'absence d'impact de foudre.</p> <p>Il est rappelé à l'exploitant qu'un contrôle doit être effectué après chaque épisode orageux intervenu à proximité du site, susceptible de générer un impact de foudre. Ce contrôle vise à vérifier l'absence d'impact ou à défaut à réaliser un contrôle des installations par le prestataire pour vérifier le bon fonctionnement des installations. Ce contrôle « post-orage » fait l'objet d'un suivi et d'une traçabilité. Il est demandé à l'exploitant de mettre en place ce suivi.</p> <p>Par ailleurs, en complément du point précédent, il est rappelé que l'installateur des équipements ne peut pas être le même que celui qui réalise les vérifications périodiques. Dans le cas où il s'agit de la même société, l'exploitant doit immédiatement changer de prestataire pour réaliser les vérifications périodiques.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 13 : Emissions acoustiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/01/1997, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Vérification acoustique
Prescription contrôlée :

<p>L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.</p> <p>L'arrêté préfectoral d'autorisation fixe, pour chacune des périodes de la journée (diurne et nocturne), les niveaux de bruit à ne pas dépasser en limites de propriété de l'établissement, déterminés de manière à assurer le respect des valeurs d'émergence admissibles. Les valeurs fixées par l'arrêté d'autorisation ne peuvent excéder 70 dB(A) pour la période de jour et 60 dB(A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.</p> <p>Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée au sens du point 1.9 de l'annexe du présent arrêté, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition ne peut excéder 30 % de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies dans le tableau ci-dessus.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique qu'il a réalisé une mesure acoustique en limite de son périmètre à l'aide de son propre matériel. Il est rappelé que la vérification de l'impact acoustique doit être réalisée conformément aux dispositions de l'AM du 23 janvier 1997 par un organisme qualifié. L'exploitant doit remettre un rapport de mesure sous un délai de 2 mois selon ces exigences réglementaires et dans les zones de mesures prévues (limites de propriété et ZER).</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 14 : Installations électriques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Vérification</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>A.-Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 dans sa version en vigueur permettent de répondre aux exigences.</p> <p>Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté le rapport de vérification périodique de janvier 2024 réalisé par SOCOTEC. Ce contrôle relève 4 points de non-conformités nécessitant un traitement. L'exploitant indique qu'il procède aux réparations par son électricien. Néanmoins, ce suivi n'est pas tracé.</p> <p>Il est demandé de mettre en place cette traçabilité afin de pouvoir vérifier l'avancement des travaux et l'absence d'oublis.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>